



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-agriculture-francaise-entre>

L'agriculture française entre reflet, symbole et réalité.

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1109 - mai 2010 -

Date de mise en ligne : lundi 31 mai 2010

Description :

Pour Guy Evrard, le film documentaire Le temps des grâces éclaire admirablement l'agriculture française d'aujourd'hui, mais il invite aussi les citoyens à s'exprimer sur la société dans laquelle ils veulent vivre demain.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les premiers touchés par les excès du capitalisme sont les agriculteurs. Souvent malgré eux, ils se trouvent aujourd'hui au coeur de contradictions, exacerbées par la crise, qui nous concernent tous.

Un documentaire de Dominique Marchais, *Le temps des grâces*, invite à redécouvrir leur monde, loin des clichés et des nostalgies.

Guy Evrard l'a vu. Il déplore que sa distribution soit demeurée confidentielle (16 spectateurs à la séance) alors que ce film est un appel à la responsabilité citoyenne : il est l'occasion de mieux réfléchir au devenir de l'agriculture française qui dépend largement du message que sauront envoyer les citoyens à la puissance publique...

Partir à l'aventure dans des contrées préservées des convoitises humaines, ou randonner dans les paysages façonnés par l'homme au fil du temps afin de répondre à ses besoins de production alimentaire, voilà deux approches, sans doute complémentaires, pour tenter d'explorer le lien qui nous unit à la terre et plus généralement à la biosphère. Nous laissons aux philosophes le soin d'imaginer le devenir de la condition humaine si ce cordon ombilical venait à rompre. Bien peu aujourd'hui semblent décidés à affronter publiquement cette question. Sauf peut-être J-M Besnier qui n'hésite pas à écrire, dans une introduction au hors-série de Télérama consacré à Darwin en 2009 [\[1\]](#), en dissertant bien sûr sur le rôle du hasard que les humains rêvent aujourd'hui de transgresser, y compris dans l'agriculture : « Si vous n'aimez pas l'aventure, mieux vaut quitter le navire et retrouver l'obscurité des chapelles ». Des chapelles où l'on a d'ailleurs bien compris que le discours traditionnel « Dans toutes les cultures de la planète, l'agriculture est associée à la symbolique de la vie. Elle en est devenue le fondement essentiel, toujours associée à la fertilité » n'éclaire plus le futur et que « les mutations profondes et radicales en cours au niveau social et culturel, notamment dans l'agriculture et dans le vaste monde rural, requièrent avec urgence un approfondissement du sens du travail agricole dans ses multiples dimensions » [\[2\]](#).

Mais ce n'est pas la prétention du film d'entrer dans le débat philosophique.

Pourtant, les paysans, qui demeurent le principal trait d'union de la nature vivante à l'homme, s'interrogent

aujourd'hui sur leur mission. Se reconnaissant parfois comme simples fournisseurs de matières premières pour les industries agroalimentaires et agrochimiques, mais aussi de plus en plus conscients de la nécessité de restaurer des équilibres naturels qui se dégradent sous leurs yeux. Ainsi, dans le film comme dans l'actualité, les agriculteurs se découvrent-ils au coeur de la crise et en même temps impuissants à en résoudre les contradictions par leur seul travail, comme dans tant d'autres secteurs de la société. Sans doute la crise n'a-t-elle pas le même poids pour les céréaliers de la Beauce et pour les éleveurs des régions de demi montagne. Mais les uns et les autres savent qu'ils ont d'abord la charge de nourrir la population, c'est-à-dire tous ceux dont les ancêtres ont dû, un jour, depuis la révolution du néolithique, abandonner le travail de la terre pour répondre à d'autres besoins des sociétés humaines.

Dans le film de D. Marchais comme dans le livre de G. Le Puill [3] évoqué dans un précédent numéro de la GR [4], on découvre ce lien à retisser entre citadins et paysans, dont les modes de vie ne sont plus guère différents et qui doivent réfléchir ensemble à un devenir commun.

Voyage sur les terres

Le réalisateur visite différentes régions de France, s'attarde sur les paysages et pénètre dans quelques exploitations, cultures céréalières, élevages et cultures fourragères... Il s'informe sur l'organisation et les méthodes de l'agriculture d'aujourd'hui. Il écoute deux ou trois générations de paysans, retraités et actifs, certains engagés dans des responsabilités sociales. Il recueille l'avis de techniciens, des scientifiques Marc Dufumier et Matthieu Calame, d'un économiste et d'un observateur attentif à l'évolution de notre monde, l'écrivain Claude Bergounioux [5].

Le film ne se résume pas, il apporte des éléments les uns après les autres, sans liaison immédiate, mais finalement dans une grande cohérence et « il rend intelligent » [6] ! En tout cas, il fait naître chez le spectateur l'envie de comprendre, avec gourmandise. Comment en est-on arrivé là en quelques décennies ? Car la situation est grave. Jim Leape, à la tête du WWF International, qui n'est pas dans le film, ébauche ailleurs ce premier constat, banal : « La majorité d'entre nous habitent dans les villes, achètent leurs fruits au supermarché et ne sont pas conscients de leur dépendance à la nature » [7]. Autrement dit, à force d'acheter les fruits, les légumes, la viande et des produits alimentaires transformés... à côté des paquets de lessive, des vêtements, de la papeterie ou du rayon bricolage, on oublie que c'est encore dans la terre que poussent la plupart de nos denrées alimentaires brutes. Une terre qui, dans certaines régions, est biologiquement morte et n'est plus qu'un support dans lequel des intrants nourrissent et protègent les plantes "utiles" des prédateurs, détruisant du même coup toute biodiversité. Personne ne sait combien de temps il faudra pour lui redonner vie, sans doute plusieurs dizaines d'années.



Le monde agricole entre menhir et éoliennes

Trop occupés à vivre les avancées de l'industrie dans notre quotidien, à rouler sur des autoroutes ou dans des TGV qui modifient le rapport des voyageurs au paysage, nous n'avons pas imaginé que les changements perçus entre plaines et vallons traduisent un bouleversement de l'agriculture. Peut-être même avons-nous confondu l'arrivée du confort moderne dans les maisons paysannes avec les remembrements, la disparition du bocage, l'apparition de

tracteurs toujours plus puissants et la multiplication d'élevages hors-sol, sans penser à l'artificialisation de la nature et à l'uniformisation de la production alimentaire. Le gage d'une plus grande sécurité sanitaire, nous disait-on... jusqu'au jour où éclate une crise aviaire ou celle de la "vache folle", en attendant l'effet des OGM. Nous avons même certainement pensé que la diminution progressive de la paysannerie (507.000 exploitations, dont 326.000 dites professionnelles, qui employaient en permanence, fin 2007, environ 1 million de personnes, à temps complet ou partiel, principalement des emplois familiaux (source INSEE [8]), était le prix à payer, mais que tout allait bien puisque le progrès atteignait les campagnes !

D.Marchais dévoile ce qui l'a conduit à réaliser ce film [5] : « Une ferme en Auvergne, avec chapelle ancestrale et panorama impeccable. A priori, tout est à sa place. L'éleveur sort ses vaches sous l'oeil satisfait des citadins en vacances. Mais sur la rampe, la première vache glisse et tombe. Fin des réjouissances : tout le troupeau est au diapason, les vaches ne tiennent pas debout. Que se passe-t-il au juste ? Réponse de l'éleveur : "Rien, tout va bien !". C'était en août 2004 et cette scène ne se laissait pas oublier. Pour impressionnante qu'elle fut, c'est moins la chute des vaches que la dénégation de l'éleveur qui m'a marqué, par ce qu'elle révélait de douleur rentrée, de gêne. Et mon sentiment fut que cette souffrance nous concernait, que nous n'étions pas extérieurs à cette scène, que nous faisons partie du problème. Et c'est pour mieux comprendre ce qui se jouait à ce moment-là, dans cet espace-là, dans cette paradoxale intrication de beauté et de désastre, que j'ai eu le désir de parcourir tout le pays, de rencontrer tant de gens, agriculteurs, agronomes, écrivains et autres, pour faire un film qui questionnerait notre attachement à l'agriculture. »

L'industrialisation, partout vecteur de drainage de la plus-value et d'accumulation du capital

La production artisanale d'objets manufacturés a pratiquement disparu en France, au profit d'une production de masse industrielle, mettant en jeu des capitaux importants que seuls l'État (mais de moins en moins) et/ou le pouvoir financier via la Bourse et, dans une certaine mesure, le système bancaire, sont capables de mobiliser. Depuis les années 1950-1960, la commercialisation des biens de consommation emprunte la même voie de la concentration, par l'intermédiaire de quelques grands groupes de distribution qui multiplient les "grandes surfaces", de l'hypermarché à la supérette, et maintenant virtuelles au moyen d'Internet. Le petit commerce tente de résister dans certains domaines, avec la complicité d'une fraction de la population qui reste attachée à un service de proximité et de qualité, qu'elle a encore les moyens de s'offrir, mais pour combien de temps ? L'organisation de la production agricole est évidemment appelée à suivre le même chemin, si l'économie capitaliste et la loi du marché continuent d'asservir le monde.

Chacun a bien compris le mécanisme. La production industrielle et la vente en grande surface permettent de réduire les coûts et de rendre les produits accessibles au plus grand nombre, dégageant un profit unitaire certes inférieur, mais multiplié par le grand nombre qui assure une rentabilité intéressante du capital investi.

Deux conséquences : 1" l'artisan et le petit commerçant ne pouvant plus produire et vendre à ce prix, disparaissent ; 2" la plus-value est collectée en totalité par la puissance financière qui a réalisé l'investissement, elle va grossir son capital, au lieu d'être répartie sur une multitude de producteurs et de marchands. Si on l'admet, mais nous sommes ici en dehors de l'hypothèse distributive, la libre concurrence n'a de sens qu'à armes égales, entre artisans ou entre petits commerçants ; elle n'est plus qu'une supercherie lorsqu'elle s'exerce entre un financier et le tenant d'une échoppe, entre un pays riche et un pays pauvre. Le salariat ou le chômage deviennent ainsi la règle pour l'immense majorité de la population.

Entre grands groupes de production ou de distribution, les ententes sont évidemment courantes, mais discrètes, sauf quand l'opportunité se présente d'un coup de Jarnac qui va permettre à un "gros" de grossir plus encore. Ces entreprises s'efforcent en permanence d'accroître la productivité, en investissant dans de nouveaux outils plus

performants, et de peser sur le coût du travail, au gré des rapports de force sociaux. Y compris par la délocalisation des unités de production ou d'autres services, que permet le développement des transports et des télécommunications. Il s'agit de baisser encore les prix de revient et de récupérer le maximum de la plus-value. La mondialisation capitaliste, c'est le dogme de la libre concurrence étendu à l'échelle planétaire. Se présente alors le risque que le salarié, qui est aussi le consommateur, ne puisse plus acheter les produits qu'il fabrique. Risque d'autant plus grand lorsque le chômage d'une partie croissante de la population est utilisé comme moyen de pression pour précariser l'emploi et les conditions de vie de tous. C'est le point de crise, économique, sociale et certainement politique.

L'industrialisation, dans nos sociétés libérales capitalistes, est donc d'abord utilisée par les tenants de la puissance économique comme vecteur de drainage de la plus-value vers la petite minorité détentrice des moyens financiers. Sans les luttes politiques et sociales, rien, aucun secteur, ne saurait échapper à leur boulimie d'accumulation du capital.

L'industrialisation rejoint l'agriculture

L'agriculture mobilise cependant l'essence même du territoire, la terre, et son industrialisation ne pouvait intervenir à côté des agriculteurs déjà en charge de cette terre, contrairement au commerce et à l'artisanat. Il aurait fallu prendre possession de la terre. On se rappelle que, historiquement, la réforme agraire consiste à distribuer la terre à ceux qui la cultivent. En France, elle est intervenue au cours de la Révolution, mais après bien des vicissitudes, au nom du droit à la propriété privée, elle demeura inégalitaire et jeta en fait les bases du capitalisme rural. Ainsi, le décret de la Convention du 18 mars 1793 institua « la peine de mort contre quiconque proposerait une loi agraire (le partage égal) ou toute autre mesure subversive des propriétés territoriales, commerciales et industrielles », mettant un point final aux avancées préconisées par Gracchus Babeuf [

Ce sont donc les paysans eux-mêmes qui furent, en apparence, sur le terrain, les principaux acteurs de l'industrialisation de l'agriculture. On peut considérer, en dépit des transformations déjà observées entre les deux guerres, que le mouvement a véritablement pris son essor au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque l'État a enjoint les paysans d'accroître la production agricole afin de faire face à la pénurie alimentaire qui persistait. Objectif largement satisfait puisque les produits agricoles contribuent depuis longtemps aux exportations françaises.

Diverses politiques se sont succédées, d'abord nationales, puis via l'Europe, visant à moderniser les exploitations afin d'accroître leur productivité, en garantissant de crise en crise un revenu aux agriculteurs, afin que certains d'entre eux puissent continuer à investir, tout en laissant progressivement le marché poursuivre son oeuvre dévastatrice, comme dans les autres secteurs de l'économie. Les crises ont toujours le même visage économique : surproduction, chute des prix, baisse des revenus, exploitations en faillite. Pour celles qui échappent à la crise en cours : nécessité d'agrandir encore, afin de produire davantage pour amortir des investissements toujours plus lourds. La fuite en avant est entretenue par le système, notamment grâce à des organisations qui mutualisent pourtant les agriculteurs, mais qui contribuent en fait à leur élimination progressive en les incitant à des investissements toujours plus insensés : crédit agricole, coopératives agricoles, laitières et semenciers. Là, intervient la jonction avec les autres acteurs de l'économie capitaliste : les industries agroalimentaires, les constructeurs de matériel agricole, les industries agrochimiques, sans oublier la grande distribution et le système financier.

L'agriculture, terre de résistance ?

Mais la crise d'aujourd'hui révèle un autre visage : celui d'une terre malmenée qui met en danger les populations. Souvent artificialisée, polluée, échappant aux agriculteurs eux-mêmes, qui ont perdu 20% de leurs revenus en 2008 et 34% en 2009, elle risque de n'être plus nourricière pour personne. À l'ouverture du dernier salon de l'agriculture, le journal *L'Humanité* titrait en première page « Paysans : vers un désert français ? » et évoquait dans les pages suivantes « La crainte d'une France sans paysans » [10]. Dans le film, Pierre Bergounioux nous dit : « La paysannerie est la dernière qui s'est vue confier les instruments révolutionnaires, prométhéens, de l'expansion industrielle de la fin du siècle des Lumières et du début du 19ème siècle. Il doit être amer de s'entendre notifier qu'avec tout ça on n'a fait que saccager des paysages, altérer des ressources, compromettre le patrimoine naturel de l'humanité » [5].

L'agronome Marc Dufumier explicite, dans le film et dans un récent entretien avec *Télérama* [11], les différentes étapes d'un processus qui a, en fait, échappé aux agriculteurs : « On accuse les agriculteurs au lieu d'incriminer le système qui les a poussés à spécialiser exagérément leur agriculture et à la standardiser. [...] Entre agriculteurs et consommateurs, deux intermédiaires dominants, l'agro-industrie et la grande distribution, ont imposé des produits standards. Quand vous voulez faire épiler des canards par des robots, il faut que les canards naissent tous identiques, donc clonés. [...] Partout la même vache, la prim'Holstein, produit un lait abondant qui comporte surtout beaucoup d'eau et, comme on surproduit ce lait, on le déshydrate pour qu'un jour en Afrique les gens le réhydratent avec de l'eau qui risque de ne pas être potable. Tout ça commence à devenir criminel mais s'explique parfaitement : lorsqu'on investit de grosses sommes dans l'agro-industrie ou la recherche génétique, il faut que cela rapporte autant que dans l'immobilier ou la banque. Le capital évite d'ailleurs de s'investir dans le processus de production lui-même et laisse ce risque aux agriculteurs ». La spécialisation des cultures conduit par ailleurs à des situations surréalistes : « l'azote, gaz le plus répandu dans l'atmosphère, permet la croissance des plantes. Pour le bétail, nous ne cultivons presque plus de luzerne, de trèfle, de lotier, de sainfoin, c'est-à-dire des protéines végétales riches en azote. À la place, nous importons des protéines de soja, donc de l'azote qui vient du Brésil. Et pour nos cultures, quand il s'agit d'apporter de l'azote aux céréales et aux betteraves, on le fait avec des engrais azotés de synthèse, coûteux en énergie fossile importée sous forme de gaz naturel russe et norvégien » !

Et pourtant, un reportage dans un élevage de vaches laitières en Bretagne, présenté dans le dossier réalisé par G.Le Puill [12], nous montre que nourrir les vaches avec de l'herbe et du foin en hiver, sans maïs ni soja et sans apport d'engrais azotés, est favorable à la bonne santé et à la longévité des animaux, respectueux des sols, profitable pour l'éleveur. Le film documentaire *Herbe*, réalisé antérieurement par Matthieu Levain et Olivier Porte [13], dans cette même exploitation et d'autres en Bretagne, aboutissait à la même conviction et soulignait cet accord retrouvé de l'homme avec son territoire. Evidemment, le système agro-industriel n'y trouve plus son compte.

Face au fourre-tout de la bonne parole sur l'avenir de l'agriculture européenne « L'agriculture européenne est placée face à plusieurs enjeux : la sécurité alimentaire de l'UE, mais aussi la protection de l'environnement, le changement climatique, la préservation du milieu rural, le niveau de vie des agriculteurs, le développement de productions énergétiques renouvelables... » [14], M.Dufumier fait valoir que « Sur un marché international, l'avantage comparatif de la France est d'avoir une agriculture qui produit à petite échelle des produits d'excellente qualité sanitaire et gustative. La vocation de la France n'est pas de faire du dumping à des paysans pauvres. Les pays du tiers monde doivent se nourrir par eux-mêmes (...) » [5]. Et face au nouveau commissaire européen à l'agriculture, Dacian Ciolos, qui n'entend pas remettre en cause l'orientation de la politique européenne vers le marché « L'intervention publique ne deviendra pas autre chose qu'un véritable filet de sécurité et nous ne ferons pas machine arrière au sujet de la suppression des instruments de contrôle de la production » [15], Matthieu Calame, agronome présent dans le film, répond : « Le marché libre et non faussé, ça n'existe pas quand les paysans en sont réduits à se dévorer entre eux pour que leurs produits accèdent aux étals des grands distributeurs... » [16].

Voir le film documentaire *Le temps des grâces*, revoir *Herbe*, écouter et lire Marc Dufumier, Matthieu Calame, Pierre Bergounioux, Gérard Le Puill, que nous ne pouvons citer plus longuement dans cet article, et sans doute encore bien d'autres, c'est se donner les moyens de comprendre qu'un formidable potentiel existe pour l'agriculture française et ses paysans, mais à condition que les citoyens prennent leur place dans le combat pour échapper au marché et à la

finance.

[1] Jean-Michel Besnier, Science et hasard, Télérama hors-série Charles Darwin, p.7, février 2009. Jean-Michel Besnier est philosophe, professeur à Paris IV-Sorbonne. Il a publié en 2009 : Demain les posthumains. Le futur a-t-il encore besoin de nous ? (Hachette Littératures).

[2] Eglise catholique et société, L'agriculture en France aujourd'hui, 22 septembre 2008.

<http://www.penseesociale.catholique.fr/L-agriculture-en-France-aujourd.html>

[3] Gérard Le Puill, Planète alimentaire. L'agriculture française face au chaos mondial, Pascal Galodé éd., Saint-Malo, 2008.

[4] Guy Evrard, II. La nature marchandise jusqu'à l'absurde, La Grande Relève N°1103, novembre 2009, p.9.

[5] David Naulin, Le temps des grâces : un regard engagé sur l'agriculture française, CDurable.info, 10 février 2010.

[6] Isabelle Regnier, Le temps des grâces : l'agriculture industrialisée, le progrès sans contrôle, Le Monde.fr, 9 février 2010, mis à jour le 16 février 2010.

[7] Jim Leape, ambassadeur de la biodiversité, interview dans Terre Sauvage, n°259, avril 2010, p.62.

[8] http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=T10F172

[9] Voir par exemple :

▶ Georges Soria, Grande histoire de la Révolution Française, index p.1683, lois agraires, Bordas éd., Paris, 1988.

▶ Philippe Gratton, Les Paysans, pp.67-69, dans l'Humanité en marche, Martinsart éd., 1971. (à noter une erreur sur la date du décret

mentionnée dans cet ouvrage : lire 1793 et non 1792).

▶ Quelques lois marquantes du droit de la Révolution Française :

http://ledroitcriminel.free.fr/la_legislation_criminelle/anciens_textes/lois_penales_revolution_francaise/lois_penales_revolution_francaise_1.htm

▶ Paul Lafargue, La propriété, origine et évolution : thèse communiste - Yves Guyot, Réfutation, pp.163-164, Delagrave éd., Paris, 1895.

BNF/Gallica.

[10] L'Humanité, n°20315, 26 février 2010, pp.1-4.

[11] Vincent Rémy, Le malaise paysan, entretien avec l'agronome Marc Dufumier, Télérama, N°3144, 14 avril 2010, pp.16-22. M.Dufumier est Professeur-chercheur à l'AgroParisTech et acteur engagé du Grenelle de l'environnement.

[12] Gérard Le Puill, dossier Nourrir la planète sans la détruire... c'est possible ! L'Humanité Dimanche, n°200, semaine du 25 février au 3 mars 2010

[13] Herbe, film documentaire de Matthieu Levain et Olivier Porte, DVD Blaq Out 2009

[14] Quelle agriculture européenne au 21ème siècle ? Colloque organisé par La Maison de L'Europe à Paris, le 13 janvier 2010. Lettre d'information N°11, mars-avril 2010. Synthèse, p.1

[15] Dacian Ciolos : L'agriculture européenne n'est pas vouée au déclin, Les Echos.fr, 25 février 2010

[16] Matthieu Calame, Mieux comprendre le vivant pour produire autant, voir plus..., dans référence 12, pp.36-37. Matthieu Calame, ingénieur agronome, a été président de l'Institut technique de l'agriculture biologique. Il est actuellement en charge du dossier de l'évolution des recherches sur le vivant et la gestion des territoires pour la fondation Charles-Léopold Mayer.